

Le ministre des Finances nous a communiqué quelques renseignements au cours des deux dernières semaines, c'est-à-dire depuis qu'on a décidé à Washington de geler les réserves d'or. Apparemment, nous ne vendrons ni n'achèterons d'or, du moins en ce qui concerne nos propres réserves. Il semble entendu qu'elles seront gelées au niveau actuel. Tout le monde doit se rendre compte qu'il s'agit là d'une chimère. Sans doute espère-t-on donner ainsi aux puissances en cause le temps de décider ce qu'elles vont faire.

Nous avons appris du ministre, lorsque nous l'avons interrogé, que le gouvernement canadien était en quelque sorte lié par des arrangements, des accords et des règlements sur la production et la vente de l'or. Le gouvernement reste tenu d'acheter l'or aux producteurs canadiens au taux fixe de 35 dollars américains l'once. Les réponses fournies par le ministre à nos questions semblent indiquer que le gouvernement canadien ne sait que faire, en ce moment, de l'or qu'il s'est engagé à acheter. Peut-être attend-il quelque instruction des États-Unis. On nous a dit, en tout cas, que le gouvernement a l'intention d'acheter cet or et de le mettre en réserve à l'Hôtel de la Monnaie jusqu'à ce qu'on décide quoi en faire.

Je conseille au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de s'entretenir avec le ministre des Finances, s'il peut le retenir assez longtemps entre ses voyages, et de lui mettre la puce à l'oreille. On a signalé, au cours des deux ou trois derniers jours, que la pièce d'or canadienne de \$20, frappée l'an dernier, se vend entre \$80 et \$140 d'un bout à l'autre du pays. Le ministre pourrait peut-être persuader le gouvernement de permettre à l'hôtel de la Monnaie de fabriquer d'autres pièces plutôt que de laisser cet or inactif.

Apparemment, nous pourrions réaliser un profit intéressant qui aiderait le ministre des Finances à surmonter certaines difficultés auxquelles il fait constamment face.

Les mines d'or ont été traitées mesquinement au cours des années. Il faut bien comprendre que je ne parle pas des grandes compagnies qui ont pu réaliser des profits considérables en effectuant des placements dans d'autres domaines. L'exploitation des mines d'or ne constitue actuellement qu'une proportion infime des opérations globales de ces compagnies. Je me préoccupe des hommes qui travaillent dans cette industrie et qui

vivent dans des localités qui en dépendent. À mon avis, ces travailleurs ont été traités mesquinement au cours des années.

Ce sont eux qui ont subventionné l'industrie, le gouvernement, en fait, notre puissant et riche voisin du Sud qui, le premier, a établi la politique et y est demeuré rigoureusement fidèle au cours des années. Les travailleurs ont subventionné l'industrie en acceptant des salaires dérisoires. L'industrie a crié famine et a reçu des subventions du gouvernement fédéral pour continuer son activité. Comme l'industrie prétendait ne pas pouvoir payer des salaires convenables, le gouvernement fédéral lui a versé des subventions, pendant des années, sans pouvoir vérifier d'aucune façon si elles étaient justifiées. Récemment, le député de Timiskaming et moi-même avons appris du ministre que jamais le gouvernement fédéral n'avait eu d'inspecteur minier pour s'assurer que les déclarations qui servaient à déterminer les subventions étaient véridiques ou inventées de toute pièce. Il semble que l'industrie des mines d'or, comme la femme de César, est au-dessus de tout soupçon.

Le gouvernement fédéral a versé, au fil des ans, 200 à 250 millions de dollars de l'argent du contribuable sous forme de subventions à l'industrie minière. Les mineurs ont reçu des bas salaires et ont dû se saigner aux quatre membres pour payer leur quote-part d'impôt. Chaque fois que les États-Unis manquaient d'or, le gouvernement canadien leur remettait l'or qu'il avait. La dernière transaction, portait sur 114 millions de dollars d'or environ, qui ont été payés 100 millions de dollars par les États-Unis. Les mineurs ont donc dû faire des sacrifices plus grands encore pour subventionner l'industrie de l'or. Les États-Unis sont, dit-on, le pays le plus riche du monde. Ce n'est pas étonnant si tous les pays agissent comme le gouvernement canadien en ce domaine.

J'ai été étonné que le ministre n'ait pas jugé à propos de nous parler de l'avenir de cette industrie et qu'il n'ait mentionné aucun plan du gouvernement à cet égard. J'espère que le ministre nous fera sans délai une déclaration à ce sujet. Nous avons droit de savoir ce que le gouvernement compte faire ou même s'il compte faire quelque chose.

● (3.20 p.m.)

M. McLean: Je le sais, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources désire autant que moi que nos collectivités qui